

France/Politique

La polémique du collaborateur violent de Macron enfle

AFP
Paris/France

D'autant que malgré la pression croissante, le président garde le silence.

LA polémique sur les violences commises par un collaborateur du président français Emmanuel Macron continuait d'enfler hier, au risque d'éclabousser le sommet de l'État, avec plusieurs gardes à vue, mais aussi l'audition révélée du directeur de cabinet de M. Macron qui garde le silence malgré la pression croissante. Mis en cause après la diffusion de vidéos le montrant frappant un manifestant le 1er mai, Alexandre Benalla, un proche du chef de l'État et adjoint de son chef de cabinet, a été placé en garde à vue hier, et son licenciement a été annoncé par la présidence pour tenter d'endiguer le scandale. Cette garde à vue a été décidée pour des faits de violences en réunion par personne chargée d'une mission de service public, usurpation de fonctions, port illégal d'insignes réservés à l'autorité publique

et complicité de détournement d'images issues d'un système de vidéo-protection, a-t-on appris de source judiciaire. Le 1er mai, M. Benalla était invité comme observateur dans le dispositif policier pour encadrer les manifestations, mais il a été filmé en train de frapper des protestataires. Le palais de l'Élysée – la présidence française – a été mis au courant dès le lendemain des agissements d'Alexandre Benalla et l'avait mis à pied. L'histoire en serait probablement restée là si elle n'avait pas été dévoilée mercredi par le journal Le Monde, provoquant un vague d'indignation politique et plaçant M. Macron en difficulté. Depuis, les révélations et les réactions s'enchaînent : trois policiers, dont deux hauts gradés, ont été suspendus pour avoir transmis à M. Benalla des images de vidéo-surveillance, ce que le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb a "lourdement" condamné. Un gendarme réserviste qui était avec M. Benalla lors des faits, a lui aussi été placé en garde à vue pour des faits semblables. Surtout, le directeur de cabinet du président, Patrick Strzoda, a été entendu



Photo : AFP

Alexandre Benalla, l'homme par qui le scandale est arrivé, au risque d'éclabousser l'Élysée.

jeudi comme témoin dans l'enquête, a-t-on appris hier de source proche du dossier. En sus de l'enquête préliminaire de la justice, une autre, administrative, a été lancée jeudi par la police des polices et une dernière par l'Assemblée nationale. Le Monde a par ailleurs affirmé hier que M. Benalla disposait d'un "prestigieux logement de fonction", dans un quartier chic de Paris, et d'une voiture avec chauffeur. L'affaire risque de dégénérer en scandale d'État et d'emporter la promesse d'une "République exemplaire" faite par Emmanuel Macron, resté silencieux jusqu'à présent. C'est "la plus grave crise à laquelle Emmanuel Macron est

confrontée depuis le début de son quinquennat", en 2017, estime Le Parisien qui, comme nombre de quotidiens hier dénonce le principe du "pas vu pas pris". **"UNE AFFAIRE D'ÉTAT"** • Si l'Élysée avait en mai suspendu M. Benalla, sans salaire pendant deux semaines, soit la sanction "la plus grave" pour un chargé de mission à l'Élysée, selon le porte-parole de la présidence Bruno Roger-Petit, la justice n'a été saisie qu'une fois la vidéo des violences mises en ligne par Le Monde. Ce, alors que "tout officier public ou fonctionnaire" est obligé de dénoncer à la justice des faits délictueux. Les critiques ne tarissent pas. Des députés ont ac-

cusé hier le ministre de l'Intérieur de "mensonges", après de nouvelles informations de presse laissant entendre que M. Collomb était au courant des violences de M. Benalla. "Est-ce qu'il a encore la capacité à être ministre de l'Intérieur ?", s'est demandé Olivier Faure, le patron du Parti socialiste (opposition). Pour le numéro un des députés LR (droite, opposition), Christian Jacob, "le cœur de l'État (...) est atteint". "C'est une affaire d'État incontestablement", a renchéri Eric Coquerel, député LFI (gauche radicale). Le président avait fait de la moralité de la vie politique un des points forts de son quinquennat, rappelle Arnaud Benedetti, spécialiste en communication politique à l'Université Paris-Sorbonne. "Son accession à la tête de l'État promettait une république morale, transparente, exigeante, un souffle frais", écrit-il dans le quotidien Le Figaro. Un sondage réalisé les 18 et 19 juillet, avant l'affaire, place M. Macron au plus bas depuis son accession au pouvoir : 59% d'opinions défavorables (+6 points), 39% de favorables (-2 points).

L'Afrique en bref

- **Cameroun/Présidentielle. 28 dossiers auprès d'Elecam**
Vingt-huit candidats – parmi lesquels le sortant Paul Biya, 85 ans, dont près de 36 au pouvoir – ont déposé un dossier à Elections Cameroon (Elecam), l'organisme chargé de l'organisation de l'élection présidentielle du 7 octobre au Cameroun.
- **Côte d'Ivoire/Politique. Le PDCI fait le ménage**
Huit cadres du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), dont sept ministres, favorables au "parti unifié" lancé par le président ivoirien Alassane Ouattara, ont été radiés du secrétariat exécutif du PDCI, selon un communiqué transmis à l'AFP hier.

- **Togo/Politique. L'opposition accuse le pouvoir**
La coalition de l'opposition togolaise, qui proteste contre le régime du président Faure Gnassingbé depuis dix mois, a accusé jeudi le pouvoir de ne pas respecter les recommandations des facilitateurs pour une sortie de crise.
- **Zimbabwe/Corruption. Prison pour un ancien ministre de Mugabe**
Un ministre de l'ex-président zimbabwéen Robert Mugabe a écopé de deux ans et demi de prison pour corruption, première condamnation infligée à un haut responsable de l'ancien régime, a rapporté hier The Herald.

RDCongo/Politique

Kabila muet sur son avenir

AFP
Kinshasa/RDCongo

Il s'est toutefois engagé à respecter la Constitution.

LE président congolais Joseph Kabila s'est engagé à nouveau jeudi à respecter la Constitution de la République démocratique du Congo, sans dire un mot sur son avenir politique, à cinq mois d'une présidentielle censée élire son successeur à la tête du pays qu'il dirige depuis 17 ans. La date des élections fixée au 23 décembre 2018 "reste maintenue" et "notre engagement à respecter la Constitution demeure lui aussi non équivoque", a déclaré M. Kabila dans une allocution au Parlement. L'organisation des élections en RDC est "une affaire de souveraineté" et par conséquent financée par l'État congolais, a-t-il réaffirmé, en vantant son bilan à la tête du pays. Le discours de Kabila était très attendu par la classe politique congolaise et les partenaires de la RDC qui espéraient que le chef de l'État dirait un mot sur son

avenir politique. Le secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres, avait indiqué que Kabila allait annoncer une série de "décisions importantes". "Ce ne sont ni les accusations gratuites et infondées, ni les pressions et menaces inconsidérées, des sanctions arbitraires et injustes qui nous détourneront de la voie que nous nous sommes tracées nous-mêmes, volontairement et librement", a dit M. Kabila. "Aujourd'hui, notre modèle démocratique a fait ses preuves et ceux qui tentaient de s'improviser en donneurs de leçon l'ont bien compris : la République démocratique du Congo, n'ayant jamais donné de leçon à personne, n'est pas disposée d'en recevoir dans ce domaine. Et surtout pas de la part de ceux qui ont assassiné la démocratie dans ce pays et ailleurs". "N'en déplaise à ceux qui ne voient que ce qui reste à faire et non ce qui a été fait", a-t-il lancé sous les acclamations de ses partisans. **"NOUS SOMMES DÉÇUS"** • Dans un communiqué publié à New York à l'issue de deux jours d'une réunion



Photo : AFP

S'il a promis de respecter la Constitution, le président Joseph Kabila n'a rien dit de son avenir politique.

annuelle, les Conseils de sécurité de l'Onu et de paix et sécurité de l'Union africaine ont souligné attendre "un transfert démocratique du pouvoir" en RDCongo. "Les élections doivent mener à un transfert pacifique et démocratique du pouvoir en accord avec la Constitution", insiste leur communiqué conjoint qui dénie implicitement à Joseph Kabila la possibilité de se représenter.

Dans le pays, le parti historique de l'opposition (Union pour la démocratie et le progrès social) a promis "une réaction musclée demain (hier)" contre M. Kabila, a indiqué son porte-parole, Augustin Kabuya. "Le peuple congolais n'a plus rien à attendre d'une personne qui se croit monarque éternel", a réagi le député d'opposition Clau-del André Lubaya.

"Nous sommes déçus par ce discours du président Kabila qui a encore raté l'occasion de se prononcer sur son avenir politique", a déclaré un autre élu d'opposition. "Kabila n'a rien dit sur son avenir politique. Toujours pas de signe clair qu'il prévoit de quitter le pouvoir conformément à la Constitution (et) permettre un scrutin crédible. Il faut d'urgence une pression accrue pour le convaincre de changer de cap", a estimé Ida Sawyer, directrice Afrique de Human Right Watch et persona non grata en RDC pour ses prises de position antérieures. Quelques heures avant le discours, le mouvement citoyen congolais Lutte pour le changement (Lucha) a écrit sur Twitter : "Candidat ? Levons-nous tous aussitôt pour le démettre comme on aurait dû le faire depuis longtemps. Pas candidat ? continuons à exiger des vraies élections, impossibles avec lui et sa Céni (commission électorale) aux commandes". Le dépôt des candidatures doit s'ouvrir le 24 juillet et se terminer le 8 août.

A travers le monde

- **Brésil/Présidentielle. Ciro Gomes lance les hostilités**
Le candidat de centre-gauche à la présidentielle brésilienne d'octobre Ciro Gomes, 60 ans, a promis hier d'"éradiquer les privilèges" et la corruption qui minent le Brésil lors de sa désignation officielle, qui donne le coup d'envoi de l'élection la plus incertaine de l'histoire du pays.
- **Proche-Orient/Conflit. Gaza : quatre Palestiniens tués**



Photo : AFP

Quatre Palestiniens dont trois "combattants" du mouvement islamiste Hamas ont été tués hier par l'armée israélienne qui a mené des bombardements intenses dans cette enclave palestinienne en réponse, selon elle, à des "tirs" contre ses soldats près de la frontière.